

JEAN-PIERRE CABESTAN

Directeur de recherche émérite au CNRS, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

Je vous remercie. Merci aux organisateurs, à Thierry de Montbrial et à l'Ifri, de m'avoir invité à cette nouvelle édition de la World Policy Conference. J'ai deux remarques sur l'intitulé de ce groupe de discussion : croissance économique et défis géopolitiques. Je pense que, dans les années à venir, la croissance économique dépendra de quelques économies majeures dans la région, à commencer par la Chine, et notamment du plan de relance que proposeront Xi Jinping et le Parti communiste chinois. Nous ignorons encore si ce plan stimulera réellement la consommation. La multiplication des barrières commerciales autour de la Chine, et leurs répercussions sur les flux commerciaux, pourraient forcer le gouvernement chinois à être plus proactif. Comme vous le savez, le modèle de croissance chinois a toujours reposé sur les exportations plutôt que sur la consommation intérieure. Quoi qu'il en soit, l'adaptation de l'économie chinoise prendra forcément un certain temps. Pour l'instant, le plan de relance vise plus à réorganiser les finances locales qu'à vraiment relancer la consommation.

La bonne nouvelle, c'est que, dans la région Asie-Pacifique proprement dit, nous ne constatons pas réellement de découplage. Nous constatons une atténuation des risques. Certes, la Chine s'est lancée dans un projet d'autonomisation de son économie, et surtout de ses hautes technologies, avec le plan Made in China 2025. Parallèlement, nous constatons que d'autres pays de la région – le Japon, la Corée du Sud et Taïwan – tentent également de réduire leur dépendance à l'égard de la Chine. Cela dit, l'intégration économique continue de se développer. Depuis 2020, les échanges commerciaux entre la Chine et l'ANASE sont ainsi plus importants qu'entre la Chine et l'Union européenne. Par conséquent, la régionalisation économique continue à s'approfondir. Si l'on prend le cas de Taïwan, qu'a mentionné Doug, on note des limites à la nouvelle « politique en direction du Sud » que Taïwan a tenté d'appliquer afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine. La Chine reste la principale destination des exportations de Taïwan, avec 31 % de ses exportations totales en 2024 (contre 42 % en 2019). Taïwan reste donc très dépendante du marché chinois.

Le dernier exemple que je donnerai à propos de l'intégration économique est celui du Vietnam, qui a adopté une politique très équilibrée entre la Chine et les États-Unis. Le Vietnam importe beaucoup depuis la Chine, mais exporte beaucoup vers les États-Unis, qui sont même devenus sa première destination d'exportation, avant tout autre pays. En ce qui concerne les défis géopolitiques, le Vietnam a réussi à stabiliser ses relations avec la Chine sur la question de la mer de Chine méridionale. Comme vous le savez, le Vietnam revendique les îles Paracels et possède un certain nombre d'avant-postes dans les îles Spratleys. Malgré des revendications maritimes et territoriales conflictuelles avec la Chine, il n'y a pas eu, ces dernières années, de frictions majeures entre la Chine et le Vietnam. Cela contraste fortement avec les frictions répétées entre les Philippines et la Chine dans la mer de Chine méridionale,

en particulier dans la région des Spratleys, autour du récif Second Thomas, où les tensions se sont fortement exacerbées ces dernières années.

Mais concernant la mer de Chine méridionale, la bonne nouvelle est que Pékin comme Manille manifestent la volonté de contenir toute escalade. Par exemple, le gouvernement de Marcos Jr a pris la décision de ne pas envoyer de navires de guerre dans les zones contestées, mais de continuer à déployer des garde-côtes, c'est-à-dire des navires civils et non pas militaires. Cela me semble un signal encourageant. L'autre développement significatif est la décision prise par les Philippines de témoigner à nouveau d'une volonté de recourir à l'arbitrage pour régler leur différend avec la Chine. Comme vous le savez, la décision d'arbitrage précédente, prise en 2016, était très favorable aux Philippines. Je pense que, d'un point de vue juridique, les Philippines tenteront de démontrer que la Chine a bien enfreint à maints égards la Convention des Nations unies sur le droit de la mer ces derniers mois ou années. Je pense que cette démarche, sans totalement apaiser les tensions avec la Chine, les limitera malgré tout dans une certaine mesure.

C'est probablement dans le détroit de Taïwan que les tensions sont le plus volatiles. Je reste persuadé que la Chine souhaite continuer à se limiter à une stratégie et à des opérations de zone grise. L'objectif de Pékin est d'intimider Taïwan, d'accroître la pression sur le gouvernement actuel de Taïwan, dans un contexte où le président taïwanais, Lai Ching-te, élu en janvier de cette année, est en position de faiblesse. Comme vous le savez, il ne contrôle plus le Yuan législatif, c'est-à-dire le parlement de Taïwan, qui est dominé par le parti d'opposition, le KMT, avec le soutien d'un autre parti du camp bleu, le TPP (Parti populaire taïwanais). Cela offre donc une occasion supplémentaire à la Chine de faire pression sur Lai Ching-te. Bien entendu, ces stratégies et opérations de zone grise ne sont pas sans risques. Ce qui me préoccupe surtout, c'est le risque qu'un incident ne se produise dans le détroit de Taïwan et n'entraîne une crise militaire. Toutefois, pour l'instant, je n'imagine pas la Chine adopter une stratégie plus agressive, de type blocus, qui, à mon sens, serait un acte de guerre. Je ne crois pas que la Chine adoptera ce genre de posture dans un avenir proche.

L'autre évolution importante concerne la Corée du Sud et la question de savoir si les récents développements politiques dans ce pays vont affaiblir, voire mettre en péril, les relations triangulaires de sécurité entre les États-Unis, le Japon et la Corée. Une telle issue aurait en outre des conséquences sur l'équilibre des forces entre la Chine, les États-Unis et leurs alliés dans la région. Cependant, je suis sûr que M. Hur, de Corée, nous en dira plus sur ce qui pourrait se passer après la destitution de Yoon, si celle-ci a lieu demain.

Venons-en à la future administration de Trump. La grande incertitude porte sur le fait de savoir si Trump exercera davantage de pression sur la Chine ou pas. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'en Europe, on s'inquiète beaucoup d'un éventuel désengagement de Trump vis-à-vis de l'Europe et de l'Ukraine afin de recentrer l'attention des États-Unis sur la région indo-pacifique, et en particulier la Chine. Il est également clair que, comme cela a déjà été mentionné à plusieurs reprises plus tôt dans la journée, Trump s'est bien mieux préparé pour son deuxième mandat de président que pour le premier. Il a déjà nommé certaines personnes et fait des annonces politiques, sous une forme ou une autre. Sur de nombreuses questions, qu'elles soient commerciales ou géostratégiques, la Chine a été tenue dans l'ignorance. Néanmoins, je pense que, dans l'ensemble, Trump va adopter une politique plus

transactionnelle. Cela pourrait dans une certaine mesure, stabiliser les relations entre les États-Unis et la Chine. Gardons aussi à l'esprit que la première administration Trump est parvenue à négocier ce que l'on a appelé un accord commercial de phase 1 avec la Chine. C'est un fait mémorable, car ce sera très probablement la marche à suivre en matière de relations commerciales.

En ce qui concerne Taïwan, je pense que Trump s'est beaucoup moins engagé que Biden, qui, comme vous vous en souvenez peut-être, s'est engagé à quatre reprises à assurer la sécurité de Taïwan en cas d'attaque injustifiée de la part de la Chine. Trump va faire pression sur Taïwan de deux manières, à mon avis. D'une part, il achètera plus d'armes et augmentera son budget de défense, en prenant plus au sérieux la sécurité de Taïwan et la préparation de sa défense. Mais d'autre part, je pense que Trump mettra davantage de pression sur Lai Ching-te – c'est peut-être une prédiction audacieuse – pour qu'il ne fasse pas de vagues et qu'il continue de s'en tenir à l'ordre constitutionnel actuel et au nom officiel de Taïwan, à savoir la République de Chine, autrement dit une entité ou un État chinois (non reconnus).

Enfin, il faut peut-être mentionner l'Europe et les autres partenaires de la Chine. Il sera intéressant de voir comment la Chine essaie de tendre la main à ces partenaires – l'UE, le Japon, voire l'Inde – dont notre confrère indien nous parlera sans doute plus en détail. L'amélioration récente des relations entre la Chine et l'Inde est tout à fait significative. Lors du sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024, Modi et Xi Jinping sont parvenus à un accord de désengagement frontalier de part et d'autre de la LAC (Ligne de contrôle effectif). Cela leur a permis de renouer des relations beaucoup plus constructives. Depuis les incidents meurtriers survenus dans l'Himalaya en juin 2020, leur relation avait en effet connu un gel profond de quatre ans. Il me semble que la Chine a tout intérêt à tenter de profiter du retour de l'administration Trump pour creuser un fossé entre les États-Unis et leurs alliés, que ce soit en Europe ou en Asie. Le succès de la Chine dans cette entreprise dépend en grande partie de Trump, qui est d'ailleurs un politicien très rusé. Il pourrait également contre-attaquer en proposant à l'égard de la Chine une politique plus subtile que celle que nous pouvons anticiper. Je vous remercie.

John Andrews, écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à *The Economist*

Merci beaucoup. Bien sûr, on verra peut-être Xi Jinping assister à la cérémonie d'investiture du 20 janvier. Qui sait ?